

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DES ASSEMBLÉES  
PÔLE DES AFFAIRES JURIDIQUES  
Affaire suivie par Laurette LEJUS  
Gestionnaire administrative  
des affaires juridiques et assurances  
Tél. 02 48 27 80 32  
service.juridique@departement18.fr

**Monsieur Laurent SAVAETE**

Bourges, le 5 mars 2021

Nos réf. : Dossier CADA 20-0072

Objet : Recours sur une demande de  
communication de documents  
administratifs

**Envoi par courriel à [dada+request-256-8d436cc3@madada.fr](mailto:dada+request-256-8d436cc3@madada.fr)**

Monsieur,

Par courriel du 2 mars 2021, vous avez formé un recours gracieux sur la réponse que le Département du Cher vous a adressée, par courriel du 8 janvier 2021, suite à votre demande de communication des données essentielles des conventions de subventions qu'il a votées en 2019 et 2020, du 25 novembre précédent.

La liste des conventions de la collectivité vous a été envoyée, suivant votre demande, dans un format numérique, ouvert et réutilisable, et, à titre particulier, sous la forme de sept documents en format « Excel », en pièces jointes à sa réponse.

En l'absence de toute précision donnée de votre part sur les pièces complémentaires dont vous auriez sollicité la communication et qui n'auraient pas figuré dans le premier envoi qui vous a été adressé, il y a lieu de considérer votre demande comme satisfaite. Par suite, votre recours est sans objet.

Selon la combinaison des articles L. 342-1 et R. 343-1 du code des relations entre le public et l'administration, vous disposez d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour saisir la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA). Celle-ci peut être saisie par lettre, télécopie ou voie électronique.

.../...

La saisine de la Commission, pour avis, est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

Le président du Conseil départemental du Cher,  
Pour le président et par délégation,  
Le responsable de l'accès  
aux documents administratifs,

**Frédéric PELTRIAUX**

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le Règlement Général sur la Protection des données 2016/679 du 27 avril 2016 s'appliquent au regard des demandes de communication de documents administratifs déposées auprès du Département du Cher.

Les informations recueillies permettent :

- aux agents habilités du service des affaires juridiques et des assemblées du Département du Cher (responsable de traitement) de traiter votre demande, selon les modalités précisées aux dispositions des articles L. 300-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration,
- aux agents habilités du Département du Cher d'établir des statistiques, études internes et enquête de satisfaction aux fins d'évaluation de la politique publique mise en œuvre et/ou dans le cadre de l'observatoire territorial (si besoin),
- aux prestataires du Département du Cher auxquels il aurait sous-traité une partie de la réalisation du traitement (si besoin),
- aux autorités de contrôle des collectivités territoriales de réaliser leur contrôle (si besoin).

Ces données font l'objet d'un traitement informatique.

Un défaut de réponse entraînera des retards ou une impossibilité dans l'instruction du dossier. En fournissant les réponses, vous consentez à ce que les agents, prestataires et autorités mentionnés ci-dessus puissent effectuer le traitement de ces informations dans le cadre des objectifs mentionnés ci-dessus.

Les données personnelles sont conservées pendant la durée n'excédant pas celle nécessaire au regard de leurs objectifs. Elles sont traitées dans la limite des délais de prescription applicables.

Les personnes intéressées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité de leurs données, d'un droit d'opposition au traitement de celles-ci ainsi que le droit à tout moment de retirer leur consentement. Pour ce faire, la demande doit être adressée au Délégué à la protection des données - Département du Cher - Hôtel du Département - 1 Place Marcel Plaisant - CS 30322 - 18023 BOURGES Cedex, ou, via la rubrique « contact » sur <https://www.departement18.fr/>. Les réclamations relatives à la protection de vos données sont à adresser auprès de la CNIL.

